

**SERVICE :**  
SERVICE  
TRANQUILLITÉ  
PUBLIQUE ET  
REGLEMENTATION

**ARRÊTÉ :**  
DPR-2025-1301

**OBJET :**  
Réglementation en  
matière de circulation  
et de stationnement -  
occupation du  
domaine public -  
emménagement -  
rue Virginia Woolf -  
place du Cap Sizun -  
le 05 décembre 2025

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2  
relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction  
interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie,  
«signalisation temporaire»,

Vu la décision 2024-036 du 20 décembre 2024 portant détermination des  
tarifs municipaux pour l'année 2025,

Vu la demande du 17 novembre 2025 de l'entreprise DEMPARTNER,  
demeurant 17 allée du Bois de la Bauche - 44470 CARQUEFOU,

Considérant que l'entreprise DEMPARTNER souhaite occuper le domaine  
public dans le cadre d'un emménagement, place du Cap Sizun à Saint-  
Herblain, le 05 décembre 2025,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières  
durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le vendredi 05 décembre 2025, de 10h00 à 17h00,  
l'entreprise DEMPARTNER est autorisée à occuper le domaine public dans  
le cadre d'un emménagement, place du Cap Sizun à Saint-Herblain.

**ARTICLE 2 :** Les mesures et conditions générales suivantes seront  
appliquées sur la place précitée :

- neutralisation de 5 places de stationnement, rue Virginia Woolf, à la  
jonction avec la place du Cap Sizun ;
- **STATIONNEMENT AUTORISÉ** pour les véhicules de  
déménagement ;
- neutralisation d'une partie de la voie piétonne place du Cap Sizun ;
- **STATIONNEMENT AUTORISÉ** pour 1 véhicule de déménagement ;
- **ACCÈS INTERDIT aux camions poids lourds (max 22m3) ;**
- **STATIONNEMENT ET CIRCULATION INTERDITS sur la partie en  
bois ;**
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un  
cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation des  
usagers ne devront être interrompus.

Ce stationnement ne devra pas porter atteinte à la visibilité des usagers.

**ARTICLE 3 :** La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés  
riveraines, ainsi que le passage des véhicules de secours, des transports en  
commun et de ceux assurant la collecte des déchets, seront maintenus en  
permanence.

**ARTICLE 4** : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise **DEMPARTNER**. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant l'emménagement.

**ARTICLE 5** : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

**ARTICLE 6** : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur le domaine public et imputable à l'intervention sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière du demandeur.

**ARTICLE 7** : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et la présente autorisation sera suspendue.

**ARTICLE 8** : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée en régie par les services municipaux de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant de **25,20 € (2 x 12,60 € x 1 journée)** du fait du stationnement d'un véhicule de déménagement sur le domaine public et de la neutralisation de places de stationnement pendant une journée.

**ARTICLE 9** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérécourse citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

**ARTICLE 10** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 01 DECEMBRE 2025

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à  
la prévention des risques,

**Jocelyn GENDEK**

**Reçu à la préfecture de Nantes le 01  
décembre 2025**

**Publié le 01 décembre 2025**